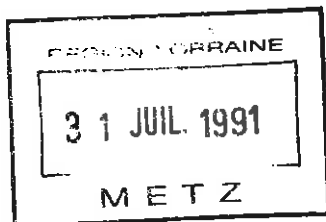


ARRETE



LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

copie

AF → JS

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 23 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 portant application de cette loi ;

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté n° I4 759 du 15 décembre 1987 autorisant la société FISCHER 62, 68, Avenue Voltaire à LUNEVILLE à poursuivre l'exploitation de ses ateliers de chaudronnerie et de mécanique à cette même adresse ;

Vu le rapport référencé FL/LL/SNL/639/9I du 5 juillet 1991 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er : La société FISCHER 62-68, Avenue Voltaire à LUNEVILLE est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° I4 759 du 15 décembre 1987 et notamment ses articles 4 et 5, ceci pour le 30 septembre 1991..

ARTICLE 2 - En cas de carence de l'exploitant, les sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée pourront être appliquées à son encontre indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 - M. le secrétaire général de la préfecture, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FISCHER par M. le maire de LUNEVILLE chargé de faire parvenir à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

NANCY, le 25 JUIL. 1991

le préfet,

P/o
Pour ampliation
Le Directeur de la Régimentation,

Annie LEBEL



Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Yves HENRY